



LE RÉSEAU FOI ET JUSTICE POUR UNE SOLIDARITÉ RÉELLE ENTRE LES PEUPLES

Vingt-sept frères et soeurs se sont retrouvés pendant deux jours en juin 2004 avec Georges Riffault, Père Blanc. Il a passé vingt-neuf ans au Mali puis au Burkina Faso et a été secrétaire de l'antenne de Paris du réseau "Foi et Justice".

L'objectif de cette session était de nous aider à mieux découvrir le réseau Foi et Justice et d'éclairer cette question : *"comment mieux vivre une solidarité réelle et active avec les pays du Sud dans le contexte de la mondialisation actuelle ?"*

Notre monde a opéré une véritable révolution



En cassant le prix mondial du coton, les pays industrialisés asphyxient l'économie des produits africains.

Tout d'abord dans les moyens de transport et de communication, ce qui a entraîné une révolution culturelle mondiale. Cette évolution favorise une solidarité plus grande, mais elle donne aussi davantage de moyens aux plus puissants pour écraser les plus faibles et imposer leur culture. Révolution aussi dans les domaines de la technologie et de l'économie où les progrès fabuleux ont permis une production extraordinaire de biens et de richesses. De même dans le domaine biologique et médical, il y a des progrès fantastiques, mais une partie de l'humanité n'y a pas accès. Relevons encore la mobilité des personnes. On change plus souvent de professions, de valeurs éthiques, de religions. On assiste à d'énormes mouvements de population : des campagnes vers les villes, des pays pauvres vers les pays riches. Tous ces

mouvements provoquent des déracinements et des traumatismes souvent profonds. En quoi cette réalité du monde en mouvement perpétuel affecte-t-elle notre propre façon de vivre, notre conception de l'évangélisation qui reposait sur la durée, sur l'incarnation dans un milieu ?

Notre monde est en proie à des forces contraires : d'un côté l'humanité cherche à s'organiser, elle se dote de structures planétaires : ONU, OMS, etc. Elle organise différents forums pour se rencontrer : Davos ou Porte Allegre, mais d'autres forces cherchent à durcir les différences entre les blocs économiques, culturels, religieux. Des empires économiques s'étendent sans considération pour le bien commun de l'humanité et des lignes de fractures s'approfondissent.

C'est à ce monde que nous sommes envoyés

C'est dans ce monde où les laissés-pourcompte sont de plus en plus nombreux, où la peur et l'insécurité augmentent, où la misère, les injustices, le fondamentalisme provoquent des violences aveugles ; c'est à ce monde-là que nous sommes envoyés pour être des guetteurs et des veilleurs, afin qu'advienne un monde plus respectueux des hommes et de la planète, un monde plus juste et plus solidaire.

Dans la mondialisation qui se déploie la société civile s'organise, se groupe en associations et mouvements qui s'unissent de plus en plus en réseaux au plan national, continental et mondial. Cette coordination des réseaux permet une action plus efficace au niveau des décideurs et des pouvoirs politiques et économiques.

La foi en Jésus-Christ est la source de notre engagement

La foi en Jésus, Fils de Dieu, nous pousse à vivre la justice dans notre quotidien, celle qui consiste à nous ajuster à Dieu et à nos frères humains, notamment ceux qui souffrent ; car c'est le projet même de Dieu de prendre le parti des pauvres. Notre vie religieuse s'enracine dans le projet de Dieu qui tient compte de nos réalités humaines. La défense et la promotion de la dignité humaine nous ont été confiées par le Créateur. C'est pour cette raison que le devoir de se faire le prochain d'autrui et de le servir activement se fait plus pressant encore lorsque celui-ci est plus démuné (cf. Mt. 25).

A la veillée une vidéo, tournée par un Père Blanc au Burkina Faso, nous a montré les conséquences, sur les petits producteurs africains, des subventions accordées aux producteurs de coton des pays industrialisés, Amérique du Nord et Europe : en cassant le prix mondial on leur met le couteau sous la gorge ! Avec du courage et de petits moyens ils font pourtant un travail colossal !

Vivre la solidarité ici et là-bas

Pour une solidarité réelle entre les peuples nous nous engageons dans le combat contre les inégalités économiques qui oppriment et font obstacle à la fraternité universelle. Notre combat ne cherche pas à occulter les différences entre les personnes et les peuples, mais il cherche à faire en sorte que ceux qui prennent des décisions tiennent compte de la dignité humaine avant tout. Ces deux jours ont été très riches en échanges fraternels. Un moment fort de nos journées a été l'Eucharistie au cours de laquelle chacun a été invité à exprimer sa foi à partir d'un symbole qu'il apportait.

La présence de cinq frères africains et de frères et soeurs vivant en Afrique a été l'occasion de présenter concrètement ce qui se vit là-bas et ici. L'action des uns et des autres est complémentaire. L'adhésion au Réseau Foi et Justice donne de l'efficacité à nos engagements ici et exprime notre solidarité avec ce qui se vit là-bas.

Soeur Juliane PHILIPPE

Prieuré Sainte Elisabeth
Contres (Loir-et-Cher)

Frère Joël Césaire SAWADOGO

Prieuré Saint Dominique
Saint Sulpice-la-Pointe (Tarn)

LES OBJECTIFS DU RESEAU :

• PROMOUVOIR

des relations plus équitables entre l'Europe et l'Afrique / Madagascar.

• INFORMER

sur les questions de justice, plus particulièrement économiques, et de paix, dans les relations Europe / Afrique.

• SENSIBILISER ET MOBILISER

les membres des Instituts du Réseau.

L'esprit qui nous anime : être en attitude de veille au coeur du monde et de l'Eglise et témoigner d'un amour de préférence pour les petits, les pauvres.

LES MOYENS D'ACTION :

AGIR à travers des actions de plaidoyer (lobbying) par des campagnes de signatures, de lettres, par des démarches destinées à sensibiliser les décideurs sur les questions de justice et de paix.

ETRE EN LIEN avec le terrain en Afrique / Madagascar.

LES CAMPAGNES que nous soutenons :

- contrôle du commerce des armes,
- l'eau, un droit pour tous,
- soutien aux petits producteurs de coton africain,
- dette et développement,
- réforme des institutions financières internationales,
- 0,7 % d'aide publique au développement.